

**CONSEIL D'ETAT**

Château cantonal  
1014 Lausanne

	z. K.	Federl.	MitInt.	Sektion
DIR				
BWO				
KOM				
BFE				
OFEN				
UFE				
AEE				
AEW				
ARS				
ELC				

- 5. Feb. 2013

Office fédéral de l'énergie

Section BP

Case postale  
3003 Berne

Réf. : PM/15013092

Lausanne, le 23 janvier 2013

**Stratégie énergétique 2050\_Procédure de consultation**

Madame la Conseillère fédérale,

Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud vous remercie de l'avoir consulté sur le projet indiqué en titre et vous fait part, ci-après, de sa détermination.

A l'heure où le Canton de Vaud procède à une révision de fond de sa loi cantonale sur l'énergie, le Conseil d'Etat ne peut que saluer le projet fédéral de Stratégie énergétique 2050 qui apporte une réponse nécessaire à la sortie du nucléaire et qui s'inscrit en cohérence avec la démarche vaudoise. Le caractère global, coordonné et à long terme de la Stratégie fédérale renforce l'adhésion à la démarche.

Si la poursuite de trois objectifs (approvisionnement qui réponde aux besoins, à un prix équitable et dans le respect de l'environnement) qui peuvent entrer en contradiction représente en soi un défi ambitieux, l'inscription de la Stratégie énergétique 2050 dans un cadre tridimensionnel, à l'instar du principe du Développement durable, est un signal fort pour une mise en place à long terme des mesures de cette Stratégie. Cette approche permettra également de structurer les critères d'évaluation des intérêts publics et privés en jeu.

Dans une démarche à si long terme, le Conseil d'Etat relève le besoin d'anticipation et d'ajustements périodiques des mesures en fonction de l'évolution de la situation tout en garantissant une sécurité juridique suffisante pour ne pas bloquer toute action. L'adoption d'indicateurs de suivi pertinents à cet effet est une réponse adéquate à ces attentes (ajustements réguliers et sécurité juridique) qui peuvent paraître difficilement compatibles. La mise en place de la Stratégie énergétique 2050 en trois étapes fait l'objet de réserves, le besoin d'une vue d'ensemble est fortement mis en avant. Toutefois, une approche en plusieurs étapes nous apparaît néanmoins adaptée pour apporter une réponse rapide à la sortie du nucléaire qui s'inscrit dans la durée et qui suit les évolutions futures d'un domaine aussi dynamique que l'énergie. Une information le plus en amont possible des mesures et évolutions de la Stratégie énergétique 2050 est toutefois attendue.

Plus ponctuellement, le Conseil d'Etat relève que l'ancrage des échéances pour l'exploitation des centrales nucléaires dans un texte à caractère contraignant améliorerait la sécurité juridique.

Si l'anticipation des évolutions futures des programmes d'aides financières (Rétribution à prix coûtant (RPC) et Programme Bâtiments) doit être saluée, les exonérations de gros contributeurs au financement du développement du réseau et de la RPC devraient être précédées par l'adoption de systèmes propres assurer le financement de ces

programmes nécessaires pour atteindre les objectifs décidés, dans le respect du principe de causalité. Il s'agit dès lors d'éviter une désolidarisation au niveau de ces charges.

### **Autonomie des Cantons**

Le Conseil d'Etat souligne qu'il accorde une attention particulière au respect de l'autonomie des cantons. Ainsi notamment en matière de planification énergétique territoriale où l'acceptation et les spécificités locales méritent une attention particulière, le rôle de la Confédération est de soutenir, assurer la coordination et apporter quelques impulsions aux interventions cantonales mais ne saurait aller au-delà de la situation actuelle ni instituer de nouveaux instruments au risque de nuire au bon développement des démarches en cours. Les Plans Directeurs cantonaux, émanations de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire, sont en effet les outils de référence pour ce qui est de la planification territoriale en matière d'énergie. La section 2 du 2<sup>ème</sup> chapitre du projet de loi sur l'énergie mériterait donc d'être revue afin de mieux tenir compte de l'existence de ces plans, que ce soit en matière de prérogatives ou de délais.

A noter également que la législation fédérale sur le marché intérieur ne doit pas être un obstacle à l'adoption de solutions locales et qu'il convient le cas échéant d'anticiper cette problématique dans le cadre de l'élaboration du droit fédéral notamment par le biais de « *lex specialis* ». De plus, le Conseil d'Etat salue la reconnaissance dans la loi de l'intérêt national aux questions énergétiques (art. 14, 15 et 42 du projet de loi) qui place les différents intérêts publics qui peuvent entrer en contradiction dans un cas particulier dans une situation d'égalité dans la loi et permet ainsi une réelle pesée des intérêts en présence. Enfin, si les mesures proposées pour les entreprises électriques sont intéressantes (art. 43 à 46 du projet de loi), la concrétisation desdites mesures paraît difficile. De plus, le Canton dispose d'outils pour œuvrer dans ce sens que ce soit par un suivi des participations de l'Etat dans un contexte d'exemplarité de l'Etat ou par l'octroi et le suivi des concessions de distribution d'électricité.

### **Mobilité**

Le Conseil d'Etat salue les mesures prévues dans le domaine de la mobilité mais regrette l'absence d'approche globale, absence qui au-delà de limiter les effets attendus de la démarche peut créer des inégalités de traitement difficilement justifiables.

Une approche globale en matière de mobilité durable pourrait également régir :

- le transfert des modes de transport individuel vers des modes de transport collectif,
- le transfert de la route vers le rail,
- l'ensemble des véhicules concernés (poids lourds, deux roues motorisés, véhicules de chantier, ...) et non seulement les véhicules automobiles et les véhicules agricoles,
- l'ensemble des modes de transport dont l'absence de l'aviation et du transport maritime est déplorée.

La proposition relative à l'utilisation des infrastructures en matière de transport comme « support » pour la production d'électricité d'origine renouvelable mérite d'être relevée, mais cet usage ne doit pas intervenir au détriment d'autres buts d'intérêt public notamment la sécurité. D'autres questions, à l'instar de la nature du bitume utilisé pour la construction des routes auraient mérité un examen.

### **Approvisionnement en énergie**

En matière d'approvisionnement en énergie, le Conseil d'Etat adhère aux différentes mesures relatives à la sécurité d'approvisionnement. Il relève que les objectifs de développement de la production d'électricité à partir de sources renouvelables au niveau du Canton, sont toute proportion gardée globalement similaires, même si la répartition entre l'hydraulique et les nouvelles énergies renouvelables est inversée. Toutefois, le photovoltaïque et les petites installations hydrauliques ont un potentiel important à jouer à ce niveau, il convient ainsi de ne pas discriminer ces installations au niveau de la loi.

Sur la question du recours aux énergies fossiles, en raison de la sortie du nucléaire, il s'agit d'une solution qui ne devrait être envisagée que comme dernier recours, et présenter un caractère transitoire ainsi que des mécanismes adéquats de compensation des émissions de gaz à effet de serre. Les grandes installations de couplage chaleur-force de part leur efficacité et le développement de réseaux de distribution de chaleur qui y sont liés (qui peuvent aussi servir à distribuer de la chaleur produite à partir de sources renouvelables) doivent être privilégiées.

### **Incitations fiscales**

Il ne saurait être question de remplacer la fiscalité directe par une fiscalité écologique. Le Conseil d'Etat n'est en conséquence pas favorable aux incitations via la fiscalité telles que proposées par les projets de modifications des lois fédérales fiscales. En effet, par rapport au système actuel, le système proposé pénalisera les personnes qui procèdent à des travaux ponctuels en matière d'énergie ce qui n'est pas souhaitable au vu des objectifs en terme d'assainissement énergétique.

Si le Conseil d'Etat est plus favorable aux incitations via des programmes de subvention dont l'efficacité et le coût sont plus aisés à apprécier, il n'en reste pas moins que les déductions fiscales doivent s'inscrire en cohérence avec les démarches poursuivies en matière de politique énergétique. Ainsi, dans la mesure où les démarches globales doivent être favorisées, une dépense importante en matière énergétique doit pouvoir être répartie au niveau des déductions fiscales sur plusieurs années et un système d'imposition des bâtiments qui favorise la qualité énergétique du bâtiment est souhaitable.

Le questionnaire de consultation dûment complété en annexe apportera une réponse plus détaillée aux différentes mesures prévues par la Stratégie énergétique 2050. Pour le surplus, le Conseil d'Etat se réfère à la prise de position commune des Cantons.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LE PRESIDENT

Pierre-Yves Maillard

LE CHANCELIER

Vincent Grandjean

### **Annexe**

- Questionnaire sur le projet soumis à consultation de la Stratégie énergétique 2050
- **Copies** : Office des affaires extérieures (OAE)
- Direction générale de l'environnement (DGE), Epalinges

# Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050

Organisation répondant au questionnaire:

Conseil d'Etat du Canton de Vaud

## Sommaire

Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050.....	1
Questions générales .....	2
Loi sur l'énergie nucléaire .....	2
Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie .....	3
Efficacité énergétique.....	3
Bâtiment .....	3
Mobilité .....	4
Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique .....	5
Industrie et services.....	6
Energies renouvelables.....	6
Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution .....	7
Système de rétribution de l'injection .....	8
Contribution unique aux petites installations photovoltaïques.....	9
Supplément sur les coûts de transport .....	10
Centrales fossiles .....	10
Réseaux.....	11

Afin de cocher les cases pour répondre aux questions, cliquer deux fois dessus puis cliquer sur «Case activée».

## Questions générales

1. Êtes-vous dans l'ensemble d'accord avec le projet mis en consultation concernant la Stratégie énergétique 2050?

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Au travers la Stratégie énergétique 2050, une réponse globale et coordonnée est donnée au risque de pénurie d'électricité dans le cadre de la sortie du nucléaire et à la nécessité de diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>. Le Conseil d'Etat salue la démarche qui s'inscrit en cohérence avec la révision actuelle de la loi vaudoise sur l'énergie.

2. Etes-vous d'accord avec la Stratégie énergétique 2050 qui procède par étapes (deuxième étape selon le chiffre 1.4 du rapport explicatif)?

*Rapport explicatif: 1.3 (premier paquet de mesures), 1.4 (deuxième étape)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Pour garantir la sécurité d'approvisionnement, la réponse à la sortie du nucléaire doit être mise en place rapidement et à long terme, ainsi la formule en trois étapes apparaît adaptée. Il s'agira toutefois d'adopter une démarche cohérente et d'anticiper au plus tôt les évolutions futures. Une information le plus en amont possible est attendue.

3. Etes-vous d'accord de lier la sortie progressive du nucléaire au présent paquet de mesures?

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

## Loi sur l'énergie nucléaire

4. Etes-vous d'accord que l'octroi d'autorisations générales pour la construction de nouvelles centrales nucléaires soit interdit?

*Loi sur l'énergie nucléaire, art. 12, al. 4 (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.2 et 2.2.6*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Il nous apparaît nécessaire d'assurer la cohérence entre la législation en vigueur et les décisions politiques de principe relatives à l'énergie nucléaire. De plus, le calendrier relatif à l'arrêt des centrales nucléaires doit être inscrit dans un texte à caractère contraignant.

## Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie

5. Etes-vous d'accord que la loi fixe des objectifs de développement pour la production d'électricité issue des énergies renouvelables et des objectifs de consommation?

*L'Ené art. 2 et 4, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: ensemble du rapport, notamment les points 1.2, 1.3, 1.6, 2.1 (1<sup>er</sup> chapitre)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

### Remarques:

Les objectifs chiffrés correspondent à la pratique actuelle dans la législation fédérale sur l'énergie. Ils permettent d'évaluer les effets des différentes mesures par rapport à l'objectif global. Les objectifs de production d'électricité d'origine renouvelable du projet de loi fédérale s'inscrivent, toute proportion gardée, en cohérence avec les chiffres vaudois. A noter toutefois, qu'en raison du potentiel largement utilisé en matière hydraulique sur le Canton de Vaud, ce sont les nouvelles énergies renouvelables qui constituent la majeure partie du potentiel vaudois.

A noter également que le terme « consommation d'énergie finale » devrait être utilisé pour traduire « Endenergie Verbrauch »

## Efficacité énergétique

### Bâtiment

6. Etes-vous d'accord avec l'augmentation prévue des ressources totales allouées à la Confédération et aux cantons en vue de renforcer le programme Bâtiments à 600 millions de francs par an au maximum dès 2015?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modifications art. 29 et 34*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

### Remarques:

Au vu du potentiel d'économie d'énergie au niveau des bâtiments et de l'impact des mesures d'assainissement énergétique, les mesures incitatives doivent être renforcées de manière substantielle. Les obligations d'assainissement énergétique ne peuvent pas être mises en place dans la période considérée (avant 2020) en raison du caractère incitatif prépondérant de la législation énergétique.

7. Quelle variante préférez-vous pour la modification de la base légale relative à l'affectation du produit de la taxe sur le CO<sub>2</sub> au domaine du bâtiment?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modifications art. 29 et 34*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2*

- ☐ Variante 1 (*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modifications art. 29 et 34, variante 1*)  
☒ Variante 2 (*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modifications art. 29 et 34, variante 2*)  
☐ Aucune des deux variantes

☐ Sans opinion

Remarques:

8. Etes-vous d'accord que la déduction fiscale des coûts d'investissements dans les bâtiments qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement puisse être répartie sur trois ans et qu'à partir de 2025, il ne soit possible de déduire fiscalement les investissements (cf. rapport explicatif: 2.2.3) qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement que lorsque le bâtiment concerné respecte une norme énergétique minimale déterminée?

*Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, art. 31a (nouveau), art. 32, al. 2<sup>bis</sup> (nouveau), art. 32, al. 2<sup>ter</sup> (nouveau), art. 67a (nouveau) et art. 205e (nouveau); Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, art. 9, al. 3<sup>bis</sup> à 3<sup>quiquies</sup> (nouveau), art. 10, al. 1<sup>ter</sup> (nouveau), art. 25, al. 1<sup>ter</sup>, art. 72q (nouveau) et 78f (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment), 2.2.3 et 2.2.4*

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

La répartition des déductions sur plusieurs années et les mesures fiscales incitant à un assainissement énergétique globale sont souhaitées au niveau vaudois. Toutefois, les modifications légales proposées ne peuvent être soutenues en tant que telles. Elles sont de nature à freiner les rénovations ponctuelles.

## Mobilité

9. Etes-vous d'accord avec le renforcement de la valeur cible d'émissions de CO<sub>2</sub> pour les voitures de tourisme immatriculées pour la première fois à 95 g CO<sub>2</sub>/km en moyenne d'ici la fin 2020?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modification art. 10*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

La mobilité présente un potentiel important. Ce domaine doit s'inscrire dans une approche globale. Il s'agit dès lors de traiter également le transfert vers les modes de transports collectifs. Afin de ne pas créer d'inégalités de traitement, les différentes catégories de véhicules tels que les camions, les deux roues, les véhicules de chantier ... doivent également être concernés par cette mesure. Enfin les autres modes de transport comme le transport aérien et le transport maritime doivent également être pris en compte dans le cadre de la mise en place d'une mobilité durable.

10. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une valeur cible d'émissions de CO<sub>2</sub> pour les voitures de livraison et pour les tracteurs à sellette légers immatriculés pour la première fois et sa fixation à 175 g CO<sub>2</sub>/km en moyenne d'ici la fin 2017 et à 147 g CO<sub>2</sub>/km en moyenne d'ici la fin 2020?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, modification art. 10*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Comme mentionné sous chiffre 10, la mobilité doit s'inscrire dans une approche globale. Pour des raisons d'égalité de traitement, les machines de chantier doivent également être intégrées dans la démarche.

### **Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique**

11. Etes-vous d'accord que les fournisseurs d'électricité doivent remplir les objectifs fixés en vue d'accroître constamment l'efficacité de la consommation d'électricité (au moyen de l'introduction de certificats dits blancs)?

*LEne, art. 43 à 46, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Entreprises d'approvisionnement en énergie) et 2.1 (chapitre 6, 3<sup>e</sup> paragraphe)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous sommes d'accord avec le principe. Toutefois, la mise en œuvre telle que proposée paraît irréaliste. D'autres outils de compétence des cantons comme l'octroi des concessions de distribution d'électricité ou le suivi des participations financières paraissent plus appropriés.

12. Etes-vous d'accord que la Confédération ait la possibilité d'obliger les entreprises de la branche énergétique, aux fins de transparence et d'information, à publier des données (notamment relatives à la consommation d'électricité et de chaleur de groupes de clients et relatives aux offres et aux mesures visant à promouvoir les énergies indigènes, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique)?

*LEne, art. 62, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 9)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Au vu de l'évolution de la politique énergétique, la mise en place et le suivi d'indicateurs s'avèrent indispensables. Les entreprises visées disposent des informations nécessaires et utiles pour élaborer des indicateurs pertinents.



## Industrie et services

13. Etes-vous d'accord avec l'élargissement des appels d'offres publics à la production et à la distribution d'électricité?

*LEne, art. 33, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 4)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Cette approche peut notamment présenter une solution intéressante pour la transition du système RPC vers un système d'incitation dès 2020/2025.

14. Etes-vous d'accord que les consommateurs finaux dont la consommation électrique annuelle est supérieure à 0,5 GWh puissent s'engager envers la Confédération à accroître leur efficacité électrique et à réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> et ainsi se faire rembourser le supplément sur les coûts de transport?

*LEne, art. 38, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 5, 1<sup>er</sup> paragraphe)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Avant d'exonérer les grands consommateurs, importants contributeurs des taxes prélevées en fonction de la consommation d'électricité, il faut s'assurer des possibilités de financement des mesures considérées. Sur la base du principe de causalité, il convient également d'éviter une désolidarisation de la prise en charge des coûts liés au développement des énergies renouvelables.

## Energies renouvelables

15. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une planification commune de la Confédération et des cantons et d'un plan des potentiels de développement à l'échelle suisse pour le développement des énergies renouvelables?

*LEne, art. 11 et 12, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Le rôle de la Confédération doit se limiter à un soutien et une démarche de coordination, mais les compétences des cantons en matière de planification territoriale doivent être maintenues. La création de nouveaux instruments en matière de planification n'est pas judicieuse.

Il convient en outre de ne pas ralentir l'avancement des planifications cantonales en cours ou réalisées en matière d'éoliennes en mettant en place de nouvelles règles.

Le faible potentiel de développement en matière hydraulique, sur territoire vaudois, ne se prête guère à une démarche de planification.

16. Etes-vous d'accord que les cantons soient obligés de délimiter dans le plan directeur, en particulier pour la force hydraulique et l'énergie éolienne, les zones et les tronçons de cours d'eau propres à l'utilisation et à présenter à cette fin un plan d'affectation?

*LEne, art. 13, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

idem chiffre 15

17. Etes-vous d'accord que de nouvelles installations destinées à utiliser les énergies renouvelables puissent revêtir un intérêt national à partir d'une certaine taille et d'une certaine importance?

*LEne, art. 14, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Il convient de saluer l'introduction dans une loi fédérale de la reconnaissance de l'intérêt national aux installations utilisant des énergies renouvelables. Le principe de la primauté du droit fédéral ne pourra plus être mis en avant pour restreindre le développement de telles installations. La notion d'« intérêt supérieur » est par contre plus discutable dans la mesure où elle supprime à nouveau cette égalité dans la loi avant la pesée des différents intérêts publics en présence dans un cas concret.

### Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution

18. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une réglementation de la consommation propre, autrement dit avec la création de la possibilité légale pour des exploitants d'installations de consommer l'énergie qu'ils ont eux-mêmes produite?

*LEne, art. 17, al. 2, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 1<sup>e</sup> paragraphe)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Des mesures d'accompagnements sont nécessaires pour assurer le financement du réseau de distribution d'électricité notamment à l'égard de la transition vers un réseau intelligent (smart-grid)

## Système de rétribution de l'injection

19. Etes-vous d'accord avec l'exclusion de la participation au système de rétribution de l'injection des usines d'incinération des ordures ménagères, des installations au gaz d'épuration et des installations alimentées partiellement aux combustibles ou aux carburants fossiles?

*LEne, art. 18, al. 4, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Ces installations qui produisent de l'énergie dite de ruban ont un rôle transitoire important à jouer dans le cadre de la sortie du nucléaire.

20. Etes-vous d'accord avec la limitation des moyens financiers annuels disponibles pour la promotion des installations photovoltaïques? Ce contingentement doit remplacer la réglementation aujourd'hui échelonnée avec le plafond global et les plafonds partiels.

*LEne, art. 20, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2<sup>e</sup> paragraphe)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Même si le photovoltaïque présente un potentiel important en terme de production d'électricité à partir de sources renouvelables, le coût d'opportunité de la production à partir d'autres sources renouvelables est plus intéressant. Ainsi, en limitant les moyens à disposition pour le photovoltaïque, on augmente la quantité d'électricité d'origine renouvelable produite grâce au soutien de la RPC.

Avec le système de promotion du photovoltaïque actuellement en place, on constate des délocalisations d'industries de ce secteur d'activité d'Europe et de Suisse vers la Chine, les adaptations envisagées de la RPC vont encore renforcer cet effet. Or, cette situation ne correspond ni à l'esprit d'une indépendance de la Suisse en matière énergétique, ni au but de diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>. Ne serait-il dès lors pas envisageable de soutenir l'industrie locale en matière d'énergie renouvelable dans l'esprit d'un « green new deal » ?

21. Etes-vous d'accord qu'un organe séparé soit créé en la forme d'une filiale de la Société nationale du réseau de transport pour l'exécution du système de rétribution de l'injection et pour les nouvelles tâches (rétribution unique pour les petites installations photovoltaïques, système de rétribution du CCF)?

*LEne, art. 65 et 66, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 10)*

☐ Oui ☐ Non ☒ Sans opinion

Remarques:

Si nous ne sommes pas opposés par principe à un tel organe, des cautions doivent accompagner cette structure qui ne doit pas amener à une discrimination des petites installations.

### Contribution unique aux petites installations photovoltaïques

Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées en dehors du modèle de la rétribution de l'injection?

*L'Ene, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3<sup>e</sup> paragraphe)*

☐ Oui    ☐ Non    ☒ Sans opinion

Remarques:

Nous ne sommes pas opposés à un modèle différencié, mais le choix du système doit revenir au propriétaire concerné. Le photovoltaïque présente un potentiel important de production d'électricité renouvelable.

22. Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées avec une contribution unique (rétribution unique) au lieu de la rétribution de l'injection? Ou préférez-vous, comme alternative à la rétribution unique, le *Net Metering* pour la promotion future des petites installations photovoltaïques d'une puissance inférieure à 10 kW?

*L'Ene, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3<sup>e</sup> paragraphe)*

☐ Rétribution unique  
☐ *Net Metering*  
☐ Aucune des options mentionnées

Remarques:

Les trois variantes (rétribution de l'injection, rétribution unique ou net metering) doivent exister simultanément. Le propriétaire concerné doit avoir le choix afin de ne pas créer de discriminations entre les différents types d'installation.

23. Etes-vous d'accord que les petites installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW en liste d'attente (sans décision positive) soient retirées du système de rétribution de l'injection et encouragées au moyen d'une rétribution unique?

*L'Ene, art. 71, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 3, 2<sup>e</sup> paragraphe et chapitre 12)*

☐ Oui    ☒ Non    ☐ Sans opinion

Remarques:

Certains propriétaires ont investis sur la base de la confiance dans le système en place. Il convient de protéger ces « droits acquis ».

### Supplément sur les coûts de transport

24. Etes-vous d'accord avec la suppression du plafond global et des plafonds partiels pour le financement des rétributions?

*L'Ene, art. 36, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 5)*

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Des mesures doivent être mises en place pour s'assurer que le photovoltaïque, même s'il présente un potentiel important, n'utilise pas l'entier des rétributions.

### Centrales fossiles

25. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'un système de rétribution du CCF?

*L'Ene, art 31 ss, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4<sup>e</sup> paragraphe)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Ces installations présentent un intérêt marqué pour la sécurité d'approvisionnement en électricité et, pour les grandes installations, pour le développement de réseau de distribution de chaleur. Le recours aux énergies fossiles à titre transitoire sera probablement nécessaire pour assurer la sécurité d'approvisionnement en électricité dans le cadre de la sortie du nucléaire. Il convient néanmoins d'en assurer le caractère transitoire et de garantir la compensation des émissions de CO<sub>2</sub>.

26. Etes-vous d'accord avec le domaine de promotion du système de rétribution du CCF (installations dont la puissance calorifique se situe entre 0,35 MW et 20 MW compris)?

*L'Ene, art. 31, al. 1, projet du 28 septembre 2012*

*Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4<sup>e</sup> paragraphe)*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Comme mentionné au chiffre 25, les grandes installations présentent également un avantage en terme de développement des réseaux de distribution de chaleur qui peuvent servir également pour des énergies renouvelables.

27. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une obligation de compenser toutes les émissions produites allant de pair avec l'exemption de la taxe sur le CO<sub>2</sub> pour les installations participant au système de rétribution du CCF?

*Loi sur le CO<sub>2</sub>, art. 22, al. 4<sup>bis</sup> (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.2.2*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

L'objectif de diminution des émissions de CO<sub>2</sub> doit rester présent dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050. La compensation de ces émissions doit, si possible, s'effectuer en Suisse.

28. Quelles autres alternatives possibles pour promouvoir le couplage chaleur-force proposez-vous?

.....

.....

.....

.....

## Réseaux

29. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées visant à accélérer la procédure dans le domaine du droit de l'électricité, notamment avec la limitation du recours au Tribunal fédéral aux questions juridiques de principe?

*Loi sur le Tribunal fédéral, art. 83, let. w (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.1*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Si la sécurité d'approvisionnement en électricité est en jeu, notamment à la lumière des smart grid. La réponse pourrait être plus nuancée s'il s'agit d'infrastructures visant un but commercial d'échanges d'électricité.

30. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées relative à l'introduction et à la prise en charge des coûts des systèmes de mesure intelligents?

Elle concerne notamment les normes de délégation relatives à l'introduction et à la fixation d'exigences minimales et la possibilité pour les gestionnaires de réseau de répercuter sur les clients finaux les coûts de l'introduction des systèmes de mesure intelligents prescrits par la loi en tant que coûts de réseau imputables.

*Loi sur l'approvisionnement en électricité, art. 15, al. 1 et 1<sup>bis</sup> (nouveau) et art. 17a (nouveau)*

*Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.8*

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

La refonte du réseau de distribution d'électricité est nécessaire pour acheminer la production d'électricité décentralisée vers le consommateur. Il convient de trouver une

solution pour le financement de cette démarche afin qu'elle puisse être mise en place au plus tôt.